



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
N° 210 : du 1^{er} au 31 mars 2025

Japon

- Les grandes entreprises japonaises annoncent une hausse des salaires de +5,46 % pour 2025
- Retrait en série des grandes banques japonaises des cadres internationaux de décarbonation
- Changement de direction chez Nissan après l'échec des négociations avec Honda
- Le Japon présent au Sommet pour l'Action sur l'IA à Paris
- Le projet franco-japonais Caremag renforce la sécurisation des terres rares

Corée du Sud

- Rebond limité de la natalité et adoption de la réforme des retraites
- Poursuite des efforts de libéralisation des marchés financiers
- Accord UE Corée du Sud sur le commerce numérique
- Samsung sous pression après des résultats décevants en IA
- L'électricien KHNP revoit à la baisse ses ambitions nucléaires en Europe

Japon & Corée du Sud

- Incertitude des entreprises japonaises et sud-coréennes face aux mesures tarifaires de l'administration Trump

Japon

Politiques économiques

Les grandes entreprises japonaises annoncent une hausse des salaires de +5,46 % pour 2025. La confédération des syndicats japonais (le *Rengō*) a annoncé une hausse des salaires de +5,46 % à l'issue des premières négociations salariales de printemps (*Shuntō*), dépassant ainsi le record de 2024 (+ 5,28 %). Toutefois, cette première phase n'a concerné que les plus grandes entreprises du pays, et l'effet des accords négociés lors du *Shuntō* reste limité par un taux de couverture syndicale inférieur à 20 % de la population active japonaise. L'attention se porte ainsi sur la propagation de cette hausse aux PME, qui emploient 70 % de la main-d'œuvre du pays. En 2024, la hausse agrégée des salaires nominaux s'était élevée à + 4,3 %, contre + 5,1 % pour les hausses négociées lors du *Shuntō*. Alors que le Japon connaît une période d'inflation (3,7 % en février) la contraction des salaires réels enregistrée en janvier (-1,8 % en glissement annuel) et les tensions sur le marché du travail ont conduit à cette augmentation historique. La concrétisation de ces négociations par une hausse des salaires réels en 2025 dépendra de l'évolution de l'inflation et des perspectives de croissance économique du Japon, l'année 2024 ayant démontré qu'un *Shuntō* record ne garantit pas leur progression. [Nomura](#), [Nikkei Asia](#)

Entreprises

Retrait en série des grandes banques japonaises des cadres internationaux de décarbonation. Plusieurs grandes banques privées japonaises ont engagé leur sortie des cadres internationaux de décarbonation des investissements : après Sumitomo Mitsui FG et Nomura Holdings, c'est au tour de MUFG et de Norinchukin Bank de quitter l'Alliance bancaire pour la neutralité carbone (*Net-zero banking alliance* – NZBA). Cette évolution est également observée dans d'autres pays (Etats-Unis, Australie, Canada) et s'inscrit dans le sillage des critiques émises par la nouvelle administration Trump. Les institutions financières de la NZBA ont notamment été directement ciblées par des législateurs républicains américains, qui les ont qualifiées de « *cartel climatique* ». Elles ont ainsi été accusées de violer les lois *antitrust* en imposant des pratiques ESG (environnementales, sociales et de gouvernance) jugées « *anti-concurrentielles* ». Deux grandes banques japonaises (Mizuho FG, Sumitomo Mitsui Trust

Group) sont encore membres de la NZBA, mais pourraient prochainement annoncer leur départ. [Nikkei](#), [Nikkei](#), [The Guardian](#)

Changement de direction chez Nissan après l'échec des négociations avec Honda. Nissan a annoncé le 11 mars le futur départ de M. Uchida, en réponse à la détérioration des performances financières de l'entreprise et à l'échec du projet de fusion avec Honda. Ivan Espinosa, actuel directeur de la planification du groupe et en poste chez Nissan depuis 2003, le remplacera à partir d'avril. L'ensemble de l'équipe de direction a également été réorganisée. Ivan Espinosa devra mettre en œuvre un plan de redressement comprenant 9 000 suppressions d'emplois et une réduction de 20 % de la capacité de production mondiale. Il devra également rechercher un nouveau partenaire stratégique pour stabiliser l'avenir de Nissan, alors que Honda pourrait être disposé à rouvrir les discussions avec cette nouvelle direction. Le géant taïwanais de la sous-traitance électronique Foxconn s'intéresse également à Nissan. L'entreprise a récemment recruté un ancien dirigeant de Nissan pour piloter sa division «véhicules électriques». Enfin, au-delà de son récent partenariat avec Mitsubishi sur la production de véhicules électriques pour le marché océanien à horizon 2026, Foxconn courtise Nissan et Honda. [Financial Times](#), [Reuters](#).

Le Japon présent au Sommet pour l'Action sur l'IA à Paris. Organisé les 10 et 11 février 2025 à Paris, le Sommet a rassemblé des représentants de plus de 100 pays, pour promouvoir l'innovation et la gouvernance de l'intelligence artificielle. Pour le Japon, le vice-ministre parlementaire pour les Affaires Etrangères, H. Matsumoto, a notamment pris part à la cérémonie de signature de la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle et les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit, soulignant l'engagement du Japon en faveur d'une IA sûre et éthique. Il a par ailleurs participé à un atelier sur l'engagement de l'Afrique dans la gouvernance mondiale de l'IA, mettant en avant l'importance de combler la fracture numérique et la volonté du Japon de collaborer avec les pays africains. T. Imagawa, vice-ministre du ministère de l'Intérieur et des Communications, a également participé au Sommet. Plusieurs entreprises japonaises étaient en outre présentes, dont SoftBank Corporation, Fujitsu, Sony Research, la startup Sakana AI, spécialisée dans l'IA générative, mais aussi Yamato Transport. [MOFA](#), [Elysée](#).

Le projet franco-japonais Caremag renforce la sécurisation des terres rares. Le 17 mars, au cœur du parc industriel de Lacq dans les Pyrénées-Atlantiques, les ministres Laurent Saint-Martin et Agnès Pannier-Runacher ont posé la première pierre de l'usine Caremag. Ce projet, porté par la société Carester, est soutenu par l'Etat français à hauteur de 106 millions d'euros dans le cadre de France Relance et

France 2030 (subventions et avances remboursables), et bénéficie du crédit d'impôt Industrie Verte. Du côté japonais, l'organisation gouvernementale pour la sécurité des métaux et de l'énergie – JOGMEC – ainsi que le géant Iwatani Corporation financent le projet à hauteur de 110 millions d'euros en fonds propres et par endettement, via une co-entreprise nommée « Japan France Rare Earth Company ». Ce projet fournira des terres rares en grande quantité aux industries françaises, européennes et japonaises. L'usine devrait devenir dès 2026 le premier producteur occidental de terres rares lourdes séparées, avec 600 tonnes par an d'oxydes de dysprosium et terbium, soit 15% de la production mondiale. Elle produira également 800 tonnes par an de terres rares légères (oxydes de néodyme et praséodyme). Ces oxydes seront produits à partir de 5 000 tonnes de concentrés miniers et 2 000 tonnes d'aimants permanents, faisant également de l'usine le premier recycleur européen de terres rares. Le projet intègre des standards environnementaux élevés avec l'utilisation de technologies pour minimiser la consommation d'eau et recycler 80% des émissions directes de CO₂. Les terres rares sont indispensables pour 4 secteurs industriels représentant 10% de l'économie mondiale : le numérique, l'énergie, le médical et l'armement. La Chine détient un quasi-monopole de la chaîne de valeur mondiale pour ces intrants critiques, produisant 85% des terres rares légères purifiées et 100% des terres rares lourdes. [Communiqué de presse conjoint, JOGMEC, Carester](#).

Corée du Sud

Politiques économiques

Rebond limité de la natalité et adoption de la réforme des retraites. En 2024, le nombre de naissances a augmenté pour la première fois en neuf ans, atteignant 238 300, soit 8 300 de plus qu'en 2023. En parallèle, le taux de fécondité (nombre d'enfants qu'aurait hypothétiquement une femme au cours de sa vie) est passé de 0,72 à 0,75. Cette tendance à la hausse devrait se poursuivre selon le Comité présidentiel sur le vieillissement et la politique démographique, qui prévoit un taux de fécondité de 0,79 en 2025. Pour répondre aux effets du vieillissement démographique, déjà à l'œuvre, le projet de réforme de retraites a été adopté à l'Assemblée nationale, à la suite d'un accord entre le PPP (parti au pouvoir) et le Parti démocratique (principal parti d'opposition). Première réforme des retraites depuis 18 ans, elle vise à concrétiser le principe "cotiser plus, recevoir plus". Parmi les principales mesures, le taux de cotisation passera progressivement de 9 % à 13 % tandis que le taux de remplacement (montant de la pension en proportion du salaire moyen mensuel avant la retraite) augmentera de 40 % à 43 %. Au-

delà de la hausse des pensions versées aux retraités, l'augmentation des cotisations contribuera à rééquilibrer partiellement le système de retraite, en repoussant la date d'épuisement du fonds de pension public de 2055 à 2064. [The Chosun Daily](#), [Maeil Business Newspaper](#)

Poursuite des efforts de libéralisation des marchés financiers. D'après le régulateur financier, la Corée rétablira entièrement les ventes à découvert dès le 31 mars. Cette pratique, consistant à emprunter des actions, à les vendre sur le marché, puis à les racheter plus tard à un prix inférieur pour les restituer au prêteur, avait été interdite en novembre 2023, après que des banques étrangères ont été prises en flagrant délit de vente à découvert illégales (ventes d'actions sans les avoir préalablement empruntées). Cette décision vise à encourager le retour des investisseurs institutionnels étrangers, alors que les prolongations successives de l'interdiction avaient fragilisé la confiance dans la politique financière de la Corée, qui est le seul marché développé à interdire totalement la pratique. Durant les deux premiers mois, des mesures temporaires seront mises en place pour limiter la volatilité excessive de certaines actions, tandis que les autorités renforceront la surveillance des marchés. Le mois de mars a également été marqué par le lancement de Nextrade (NXT), la première bourse alternative coréenne. En mettant fin au monopole de près de sept décennies de la Bourse de Corée (KRX), Nextrade induit une extension des horaires d'ouverture de la bourse, une diversification de l'offre de services, ainsi que des frais de transaction réduits. [The Chosun Daily](#), [KED Global](#), [Yonhap News Agency](#)

Accord UE Corée du Sud sur le commerce numérique. Le 10 mars 2025, Maroš Šefčovič, commissaire européen chargé du commerce et de la sécurité économique, et Cheong In-kyo, ministre coréen du commerce, ont annoncé la conclusion des négociations en vue de cet accord, qui vient donner corps au partenariat numérique UE-Corée signé en 2023. Cet accord, qui fait suite à un accord du même type entre l'UE et Singapour en 2024, couvre notamment les flux de données, la sécurité des données personnelles et des technologies numériques de facilitation du commerce UE-Corée, comme la possibilité de signer numériquement des contrats. Le commissaire européen s'est réjoui de l'effet attendu sur le commerce entre les deux régions, et a également estimé que l'accord permettra une meilleure protection des consommateurs européens lorsqu'ils achèteront des produits coréens en ligne, qu'il s'agisse de livres, de cosmétiques ou d'appareils électroniques, avec des garanties contre le spam ou les pratiques commerciales déloyales. Les négociations maintenant terminées, le texte va faire l'objet d'une relecture juridique et d'une validation notamment par le Conseil et le Parlement européens. [Commission européenne](#), [Politico](#), [Euronews](#).

Entreprises

Samsung sous pression après des résultats décevants en IA. Alors que le leader mondial sur le segment des semi-conducteurs mémoires (stockage de données) connaît depuis 2024 des difficultés financières, ce mouvement a été accentué par la perte de vitesse du conglomérat dans le secteur de l'intelligence artificielle. En effet, les résultats financiers du T4 2024 (baisse de 26% du résultat d'exploitation par rapport au T3) sont inférieurs aux prévisions initiales du groupe. Parmi les facteurs explicatifs de la situation de Samsung, on peut citer la baisse des prix des puces mémoires, des retards d'approvisionnement et des pertes accrues dans le secteur de la fonderie, où les clients se plaignent du manque d'adaptation à leurs exigences. Ces difficultés ont permis à SK Hynix, son principal concurrent, de le surpasser pour la première fois en termes de bénéfice au T4 2024 et de devenir le principal fournisseur du géant américain Nvidia dans le domaine des puces « HBM », utilisées dans l'intelligence artificielle. A l'occasion de l'assemblée générale du groupe du 19 mars 2025, les dirigeants ont reconnu les mauvaises performances du groupe en matière d'IA ainsi qu'une perte de leadership sur l'électronique grand public. Ils ont également exposé la stratégie de croissance pour l'année à venir, qui comprend des fusions et acquisitions dans les secteurs de l'IA, de la robotique et des technologies médicales. [Korea Economic Daily](#), [The Korea Times](#), [Korea JoongAng Daily](#), [Mail Business News Korea](#)

L'électricien KHNP revoit à la baisse ses ambitions nucléaires en Europe. Le 19 mars, Korea Hydro & Nuclear Power (KHNP) a renoncé à participer à une étude de faisabilité pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire aux Pays-Bas, projet sur lequel sont également positionnés le français EDF et l'américain Westinghouse. Cette décision fait suite au retrait, en fin d'année dernière, de KHNP d'un appel d'offres lancé par la compagnie d'électricité publique suédoise Vattenfall, et au retrait en janvier d'un projet d'expansion d'une centrale nucléaire en Slovaquie. L'entreprise a justifié sa décision par le besoin de se concentrer sur les projets de petits réacteurs modulaires (SMR) et sur le projet de centrale nucléaire en République tchèque, remporté en 2024 pour un montant estimé de 17 Mds USD. S'agissant de ce dernier projet, KHNP et Westinghouse avaient annoncé en janvier dernier avoir résolu leur différend lié à l'utilisation de la technologie de l'acteur américain sur des projets de KHNP à l'export, ce qui avait levé un obstacle à la signature formelle du contrat tchèque. [JoongAng Daily](#), [Business Korea](#), [Chosun](#).

Japon & Corée du Sud

Politiques économiques

Incertitude des entreprises japonaises et sud-coréennes face aux mesures tarifaires de l'administration Trump. Malgré les visites des ministres du Commerce et de l'Industrie japonais (Yoji Muto, le 10 mars) et sud-coréen (Ahn Duk-geun, le 21 mars) à Washington D.C., l'administration américaine demeure inflexible, affirmant qu'aucune exception ne serait accordée en dépit des investissements massifs des deux pays aux États-Unis. Le 7 février, le Premier ministre japonais S. Ishiba s'était engagé à porter les investissements japonais aux États-Unis à 1 000 Mds USD à moyen terme (contre 783 Mds USD en 2023), sans toutefois préciser d'échéance. Après l'entrée en vigueur le 12 mars de barrières douanières de 25 % sur l'acier, l'aluminium et leurs produits dérivés, les inquiétudes se cristallisent sur le secteur automobile, les États-Unis étant la destination d'environ un tiers des exportations des constructeurs japonais et sud-coréens. Pour les constructeurs japonais, l'exposition est renforcée par leurs investissements productifs au Mexique et au Canada, réalisés dans l'optique de se rapprocher du marché américain à l'époque du premier mandat de D. Trump. Dans ce contexte incertain, le PDG de Hyundai a annoncé, le 24 mars, un nouvel investissement de 21 Mds USD sur le sol américain, qui amplifie les investissements en cours dans l'automobile et prévoit la construction d'une aciérie par la filiale Hyundai Steel. En prévision de la hausse des droits de douane le 2 avril, les entreprises japonaises ont accéléré leurs exportations vers les États-Unis, atteignant ainsi un record de 58,1 Mds EUR en février (+11,5 % en glissement annuel). [Nikkei Asia](#), [Douanes japonaises](#), [Korea Times](#), [Reuters](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

raphael.keller@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr